Publié le 23 déc. 2025
www.delibs.com/saintnazaire

2025/

**DÉPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE**
**VILLE DE SAINT-NAZAIRE**

Envoyé en préfecture via DOTELEC - Pastell
Envoyé en préfecture le 22 décembre 2025
Reçu en préfecture le 22 décembre 2025
ID : 044-214401846-20251219-D202500345I1-DE

# *DELIBERATION*
# ***DU CONSEIL MUNICIPAL***

## SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 19 DECEMBRE 2025

*Numéro Délibération : 2025.00345*

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-neuf décembre, à 10 heures 00, le Conseil Municipal de Saint-Nazaire s'est réuni sous la présidence de M. David SAMZUN, Maire.

***Étaient présents :***
M. David SAMZUN, Mme Céline GIRARD-RAFFIN, M. Xavier PERRIN, Mme Céline PAILLARD, M. Jean-Luc SÉCHET, Mme Lydie MAHÉ, M. Christophe COTTA, Mme Dominique TRIGODET, M. Michel RAY, Mme Béatrice PRIOU, M. Jean-Marc ALLAIN, Mme Emmanuelle BIZEUL, M. Alain GEFFROY, Mme Stéphanie LIPREAU, M. Alain MANARA, Mme Maribel LÉTANG-MARTIN, M. Saïd MERNIZ, Mme Noëlle RUBEAUD, M. Frédéric LECOMTE, M. Jean-Luc GUYODO, M. Eddy LE CLERC, Mme Anne DECOBERT, Mme Martine DARDILLAC, M. Eric PROVOST, M. Jean-Christophe LACELLE, Mme Betty GALIOT, Mme Virginie BOUTET-CAILLÉ, Mme Lydia MANTZOUTSOS, Guillaume BURBAN, Mme Anne-Laure GAYAUD-FRENOY, Mme Anne-Sophie PERRAIS, M. Mathieu FAILLER, M. Dennis OCTOR, M. François BILLET, M. Philippe CAILLAUD, M. Gwenolé PERONNO, Mme Magali FENECH, M. Cédric TURCAS, M. Franck HORN, M. Yvon RENÉVOT, Mme Sophie FAŸ, M. Patrick VINCE

***Absents excusés mais ayant donné procuration à un membre du Conseil Municipal :***
Mme Fabienne DEFOY donne pouvoir à Mme Céline PAILLARD, Mme Pascale HASSANE donne pouvoir à M. Jean-Marc ALLAIN, M. Sylvain PEYRON donne pouvoir à M. Mathieu FAILLER, Mme Gaëlle BÉNIZÉ-THUAL donne pouvoir à M. Gwenolé PERONNO, Mme JULIE POUSSIER donne pouvoir à M. Michel RAY, Mme Hanane REBIHA donne pouvoir à Mme Sophie FAŸ

***Étaient absents (excusés) :***
M. Zine-Eddine BIBAH

***Étaient absents :***

***Secrétaire de séance :*** **M. Xavier PERRIN,** a été désigné(e) en qualité de Secrétaire de Séance et a déclaré accepter cette fonction.

Nombre de Conseillers en exercice : 49
Quorum : 25

**Exercice 2026 - Budget primitif - Budget principal et budget annexe - Diverses dispositions à caractère financier**

**Xavier PERRIN, Adjoint au Maire, lit l'exposé suivant :**

Mes chers Collègues,

Conformément aux orientations formulées dans le rapport d'orientation budgétaire, il vous est proposé d'adopter le budget primitif 2026, dont les grandes lignes sont exposées ci-après. Ce budget est conforme aux orientations budgétaires présentées lors de la séance du Conseil municipal du 21 novembre dernier.

Comme l'an dernier, la préparation budgétaire 2026 est perturbée par les incertitudes concernant la future loi de finances. Si elles sont maintenues en l'état, les mesures proposées dans le cadre du projet de loi de finances 2026 (PLF), présenté en octobre dernier, auront un impact majeur sur le budget de la ville de Saint-Nazaire, après une première ponction sans précédent en 2025.

Les principales missions, services et projets de la ville de Saint-Nazaire sont retracées dans le budget principal, présenté sous la nomenclature comptable M57. Seront présentés successivement les recettes et dépenses de fonctionnement puis d'investissement ainsi que l'état de la dette.
Les propositions budgétaires du budget annexe de la production et vente d'énergie seront ensuite évoquées.

## I - Budget Principal

Le Budget Primitif 2026 s'équilibre de la façon suivante (opérations réelles + opérations d'ordre) :

| | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|
| **Crédits de Fonctionnement** | 134 386 967 € | 134 386 967 € |
| **Crédits d'investissement** | 66 483 037,31 € | 66 483 037,31 € |
| **TOTAL** | **200 870 004,31 €** | **200 870 004,31 €** |

*A noter qu'à ce stade, vu les incertitudes sur les mesures définitives du projet de loi de finances 2026 (PLF), l'ensemble des mesures envisagées par le gouvernement, qui s'élèvent à 4,6 M€, ont été inscrites en dépenses de fonctionnement (hors baisse de la DGF).*

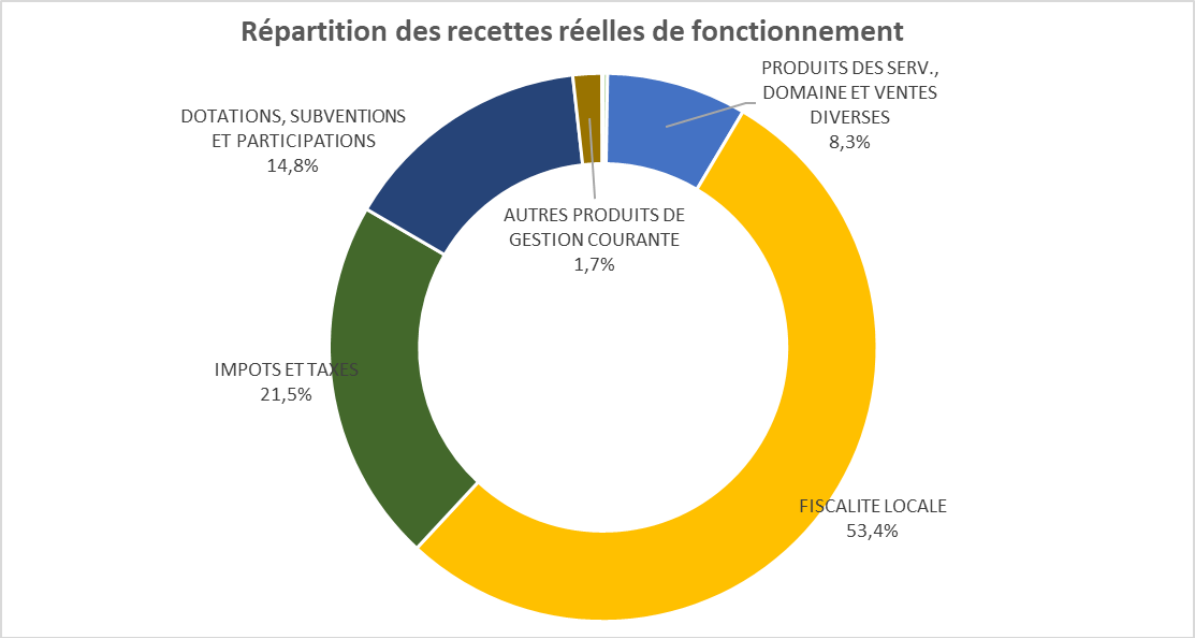
### 1. Section de fonctionnement

#### *a. Les recettes de fonctionnement*

| Chap. | Libellé | Propositions BP 2025 | Propositions BP 2026 | Evolution BP 2026 /BP 2025 |
|---|---|---|---|---|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | 346 000,00 | 345 000,00 | -0,3% |
| 70 | PRODUITS DES SERV., DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 10 092 538,00 | 11 086 824,00 | 9,9% |
| 731 | FISCALITE LOCALE | 70 561 000,00 | 71 603 000,00 | 1,5% |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 28 755 500,00 | 28 841 400,00 | 0,3% |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 19 985 436,00 | 19 865 243,00 | -0,6% |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 1 988 300,00 | 2 280 500,00 | 14,7% |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **131 728 774,00** | **134 021 967,00** | 1,7% |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 50 000,00 | 100 000,00 | |
| 77 | PRODUITS SPECIFIQUES | - | - | |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **131 778 774,00** | **134 121 967,00** | 1,8% |

*Les recettes réelles de fonctionnement augmentent globalement de 1,8% à 134,1 M€ contre 131,8 M€ au BP 2025.*
*Cette évolution est principalement liée à l'évolution des bases d'imposition, sans hausse des taux.*

Les recettes réelles de fonctionnement se répartissent de la façon suivante :




- Le chapitre « atténuations de charges » (345 K€) comprend les recettes liées au remboursement de charges de personnel (indemnités journalières, remboursement sur salaires…) et avoirs sur factures.

- Les produits des services (restauration scolaire, périscolaire, centres de loisirs, conservatoire…) s'élèvent à 11,1 M€, soit 8,3% des recettes réelles de fonctionnement. La fréquentation des services municipaux reste dynamique, sans hausse de tarifs (restauration scolaire, centres de loisirs, périscolaire, petite enfance). Les recettes de stationnement seront pratiquement stables. Par ailleurs, la mise en service du réseau HelYce+ donnera lieu à des refacturations de la ville de Saint-Nazaire à la CARENE (transfert de voirie). Les mutualisations de services entre la Ville et la CARENE impliqueront, comme chaque année, des mouvements en recettes et en dépenses.

- Les crédits inscrits au chapitre budgétaire « Impôts et taxes » s'élèvent à 28,8 M€. Il représente 21,5% des recettes réelles de fonctionnement :

    - L'attribution de compensation, qui tient compte des mutualisations de services, évolue légèrement, en lien avec la mise à jour des services mutualisés, à 20,6 M€ ;
    - La dotation de solidarité communautaire, versée par la CARENE est évaluée à 8,2 M€, sans évolution.

- Le chapitre 731 « fiscalité locale » s'élève à 71,6 M€, soit 53,4% des recettes :

    - La taxe d'habitation sur les résidences secondaires est estimée à 2,7 M€, soit une évolution très modérée (1,1%) en raison de régularisations effectuées par les services fiscaux à la suite d'erreurs constatées depuis la mise en place de la plateforme « Gérer mes biens immobiliers » ;
    - La taxe foncière est estimée à 60,3 M€, à taux inchangé, les bases fiscales bénéficiant d'une revalorisation estimée à 1%, liée à l'inflation ainsi que d'une croissance liée à la dynamique du territoire.
    - Le produit prévisionnel des droits de mutation est de 3,5 M€, stable par rapport à 2025, pour tenir compte de l'atonie du marché immobilier ;
    - 1,3 M€ ont également été inscrits au titre de la taxe éolienne, correspondant à la part perçue par la commune de Saint-Nazaire au titre du champ éolien en mer mis en service fin 2022.
    - Les autres taxes (taxe de séjour, taxe sur la consommation finale d'électricité, taxe sur la publicité extérieure) sont estimées à 2,8 M€ et les droits de place à 0,4 M€ ;

- Le chapitre 74 « Dotations » est estimé à 19,9 M€ en 2026, soit 14,8% des recettes :

    - La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) devrait diminuer à 9,1 M€, du fait de la péréquation au sein du bloc communal, la hausse de la dotation de solidarité urbaine ne compensant pas la baisse de la dotation forfaitaire (-0,4 M€).
    - Les compensations fiscales sont estimées à 4,2 M€. Ce montant ne tient pas compte de la mesure prévue au PLF2026 de réduction de 25% des compensations d'exonération des bases industrielles, qui pourrait s'élever à 0,9 M€. L'Etat pourrait ainsi encore une fois ponctionner des ressources accordées aux collectivités en compensation de recettes fiscales supprimées.
    - Les autres dotations (5,4 M€) comprennent principalement les sommes allouées par la caisse d'allocations familiales dans le cadre du contrat territorial global (4,5 M€). On notera en outre la baisse drastique des subventions versées par la Région et le Département dans le domaine culturel (-70%).
    - La participation des communes aux repas préparés par l'unité de production alimentaire est par ailleurs revalorisée du fait de la prise en compte de la hausse des coûts et de l'augmentation du nombre de repas (0,9 M€).
    - Le FCTVA pourrait enfin disparaître pour sa part liée aux dépenses de fonctionnement (-150 K€).

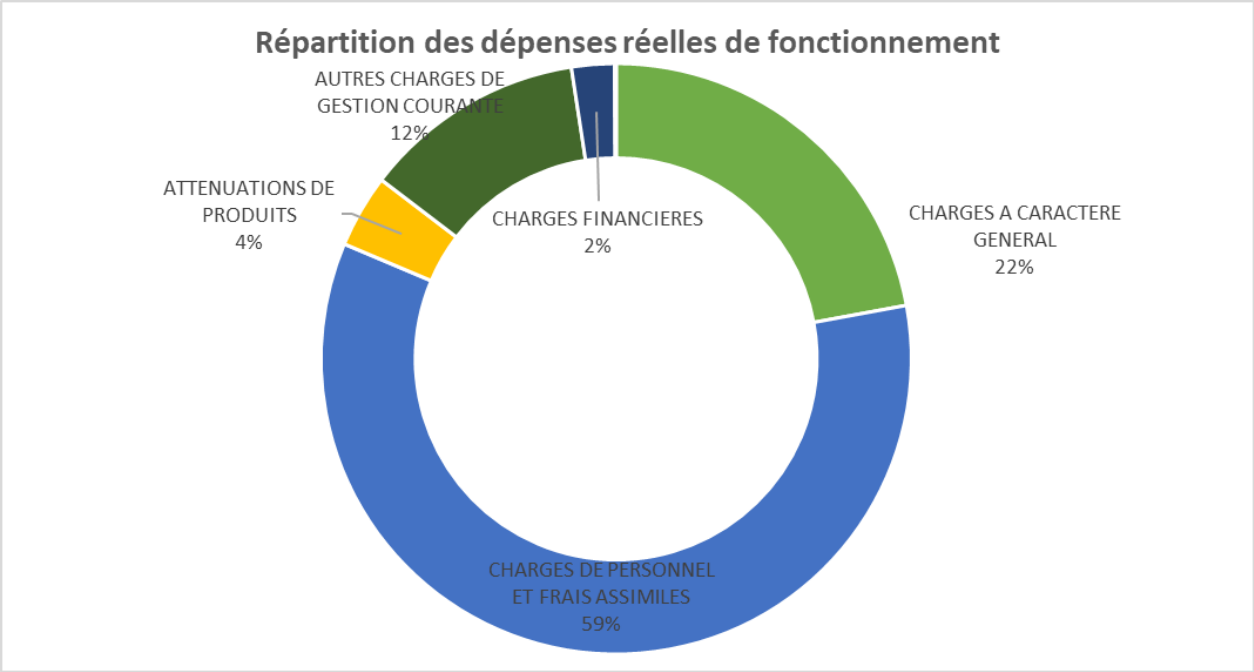
- Le poste « Autres produits de gestion courante » (revenus des immeubles, indemnisations assurances…) représente 1,7% des recettes réelles du BP 2026, soit

2,3 M€. Il tient compte de l'évolution du patrimoine communal et de l'évolution des indices de révision des loyers. Une partie de l'indemnisation d'assurance au titre de l'incendie du restaurant scolaire Jean Jaurès est également attendue en 2026 (0,3 M€).

### *b. Les dépenses de fonctionnement*

| Chap. | Libellé | Propositions BP 2025 | Propositions BP 2026 | Evolution BP 2026 /BP 2025 |
|---|---|---|---|---|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 27 094 653,00 | 26 776 276,00 | -1,2% |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 68 601 500,00 | 71 801 000,00 | 4,7% |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | 2 470 000,00 | 4 850 000,00 | 96,4% |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 16 008 144,00 | 14 786 264,00 | -7,6% |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **114 174 297,00** | **118 213 540,00** | **3,5%** |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 2 500 000,00 | 2 850 000,00 | 14,0% |
| 67 | CHARGES SPECIFIQUES | 200 000,00 | 100 000,00 | -50,0% |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **116 874 297,00** | **121 163 540,00** | **3,7%** |

*Les dépenses réelles de fonctionnement sont en hausse de 3,7%. Elles intègrent la participation de la Ville au redressement des comptes publics telle que prévue au PLF 2026 (y compris hausse des cotisations retraites décidée en 2025).*
*Hors impact PLF, les dépenses réelles de fonctionnement sont en hausse de 0,3%, montant bien inférieur à l'inflation prévisionnelle (1,3%).*
*Les charges de personnel augmentent de 2,5% par rapport au réalisé estimé à fin 2025, en raison notamment de la hausse des cotisations retraites décidée par l'Etat.*



A fin 2025, la situation financière de la ville de Saint-Nazaire se dégrade en raison des chocs externes qu'elle subit depuis plusieurs années (crise sanitaire, inflation et ponctions de l'Etat pour le redressement des comptes publics), et ce malgré les efforts réalisés pour limiter la hausse de ses dépenses de fonctionnement.

Cependant, les nouvelles mesures annoncées dans le cadre du PLF 2026, si elles sont maintenues en l'état, même partiellement, viendront à nouveau peser fortement sur la trajectoire financière de la Ville. Des mesures fortes d'économies sont donc nécessaires pour 2026.
Pour mémoire, en 2025, l'impact des mesures PLF a été de 2 M€. En 2026, elles sont estimées à 4,6 M€ à ce stade, y compris baisse récurrente des dotations de l'Etat et augmentation des cotisations retraite.

Ainsi, pour la préparation du budget 2026, compte-tenu du contexte, il a été demandé aux services de réduire leurs dépenses courantes afin de pouvoir absorber les mesures de redressement des finances publiques envisagées par l'Etat.

De façon plus détaillée, on constate les évolutions suivantes :

- Les charges à caractère général (chapitre 011 : énergie, chauffage, fournitures, entretien, nettoyage des locaux, etc..) s'élèveront à 26,8 M€, soit une baisse de 1,2% par rapport au BP 2025. Les économies réalisées passent par la maîtrise des dépenses d'énergie, d'alimentation et autres fournitures, des dépenses liées à l'évènementiel et à la communication ainsi que les frais de déplacement. Cependant, les frais de maintenance, notamment informatique, l'entretien des voiries, des bâtiments et espaces verts restent dynamiques, de même que les cotisations d'assurances.

- Les charges de personnel sont estimées à 71,8 M€ (+2,5% par rapport au réalisé estimé à fin 2025). Elles seront impactées principalement par :
  - La hausse des cotisations retraites décidée par le gouvernement (+0,9 M€ en 2026 après une première hausse de même montant en 2025) ;
  - Les avancements de grade, promotion interne, glissement vieillesse technicité ;
  - Les effets reports des postes vacants en 2025.

- Au chapitre 014 « atténuation de produits », la contribution au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est estimée 1,8 M€ et la contribution au redressement des comptes publics est provisionnée à hauteur de 3 M€ (dispositif « DILICO 2 » et autres mesures du PLF 2026).

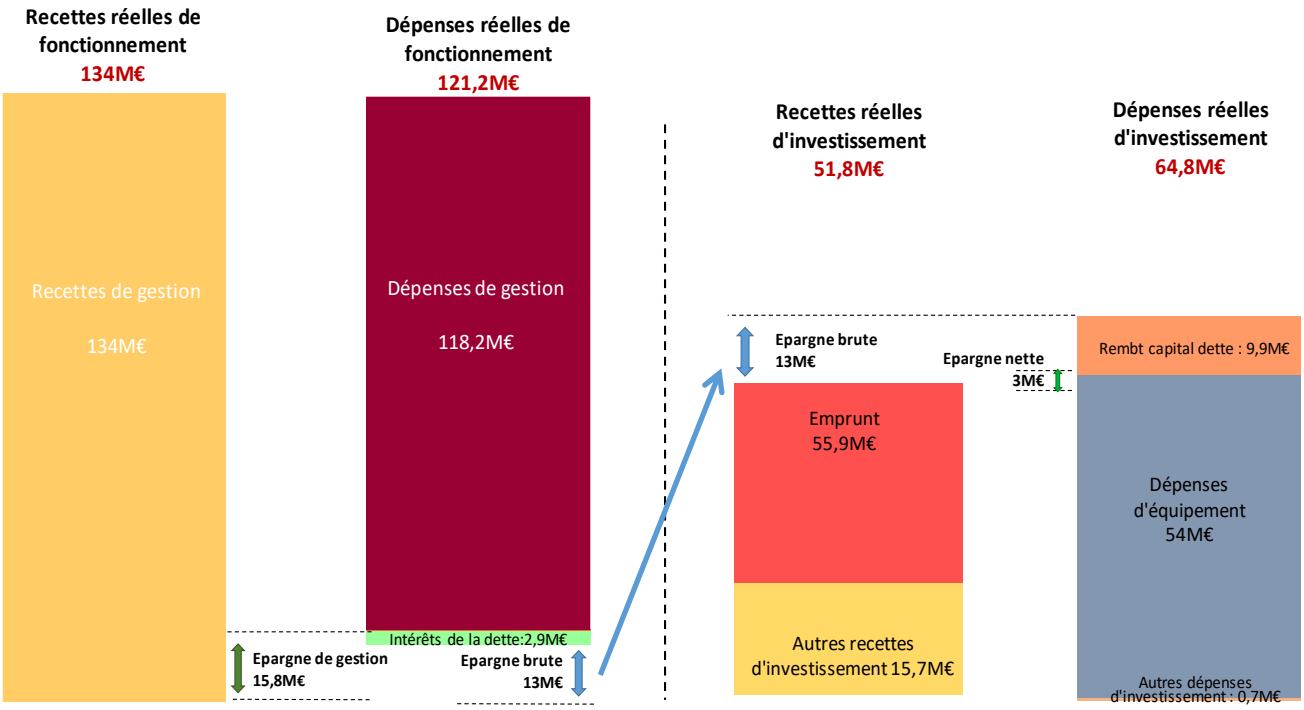
- Des crédits sont inscrits au chapitre 65 « autres charges de gestion courante » à hauteur de 14,8 M€ (subventions associations, CCAS, etc..). Dans le contexte actuel, un effort a été réalisé sur l'enveloppe des subventions aux associations, qui s'élève à 7,8 M€ (-460 K€ par rapport au BP 2025, soit -5%), les situations de chacune ayant été étudiées au cas par cas. La subvention d'équilibre à verser au CCAS est estimée à 3 M€.

- Les charges financières sont estimées à 2,8 M€, en tenant compte des nouveaux emprunts souscrits en lien avec la montée en puissance du plan stratégique municipal, dans un contexte de contraction des niveaux d'épargne.

- Les charges spécifiques sont estimées à 100 K€.

### *c. Les niveaux d'épargne*

L'épargne brute représente 13 M€, soit 9,7% des recettes réelles de fonctionnement. Le niveau d'autofinancement de la section d'investissement se dégrade en raison des mesures du PLF2026, qui induisent un prélèvement de 25% sur l'épargne brute.
L'épargne nette prévisionnelle (3 M€), part d'autofinancement directement consacrée à l'effort d'investissement, diminue également de manière significative.




## 2. <u>Section d'investissement</u>

### *a. Dépenses d'investissement*

Les mesures de redressement des comptes publics qui viennent s'ajouter aux autres chocs externes subis par la Ville ont des impacts forts sur sa trajectoire financière, ce qui a nécessité des ajustements, sur les dépenses de fonctionnement tout comme les dépenses d'investissement.
L'année 2026 correspond à la 6ème année du plan stratégique. De nombreux aménagements sont actuellement en cours et verront leur achèvement en 2026. La situation financière actuelle a néanmoins induit une remise en question ou un décalage de certains projets, comme la construction d'une nouvelle école dans les quartiers Ouest, de façon à cibler un objectif d'investissement finançable.

Les autorisations de programme du plan stratégique s'élèvent à 320,9 M€ sur la période 2022-2029 (348 M€ sur la période 2021-2029). Les crédits sont phasés de la façon suivante :

| AP | | Réalisé 2022 | Réalisé 2023 | Réalisé 2024 | CP2025 | *Est. 2025* | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | TOTAL AP 2022-2029 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 40 | AMENAGEMENTS STRUCTURANTS | 409 540 | 467 512 | 251 286 | 644 965 | *295 947* | 1 089 513 | 5 456 655 | 1 000 000 | 70 000 | 9 389 470 |
| 50 | CENTRE VILLE | 472 360 | 1 020 635 | 4 293 630 | 5 234 994 | *4 018 168* | 1 953 756 | 200 000 | 600 000 | 852 829 | 14 628 203 |
| 511 | PRIR - PATRIMOINE BATI | 1 833 951 | 4 093 919 | 3 638 949 | 670 114 | *566 502* | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 236 933 |
| 512 | PRIR - ESPACE PUBLIC | 234 515 | 53 993 | 368 498 | 223 735 | *106 403* | 703 784 | 50 000 | 0 | 0 | 1 634 525 |
| 52 | ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT | 1 410 321 | 1 632 004 | 1 298 190 | 3 449 381 | *1 872 367* | 2 274 208 | 690 871 | 559 168 | 552 010 | 11 866 153 |
| 53 | FONCIER | 456 825 | 84 032 | 968 637 | 2 102 372 | *1 578 164* | 93 134 | 0 | 0 | 0 | 3 705 001 |
| 61 | MISE CONFORMITE SECURITE GROS ENTRETIEN | 3 267 538 | 5 443 950 | 3 485 857 | 7 586 817 | *5 640 614* | 5 049 735 | 3 747 164 | 2 878 005 | 1 676 123 | 33 135 191 |
| 63 | TRANSITION ECOLOGIQUE | 171 780 | 209 929 | 285 685 | 272 496 | *210 611* | 665 060 | 717 129 | 612 053 | 320 140 | 3 254 273 |
| 64 | MATERIELS SERVICES | 1 454 645 | 3 303 312 | 3 213 551 | 2 446 933 | *1 951 447* | 3 260 181 | 1 639 322 | 1 415 597 | 1 347 534 | 18 081 074 |
| 651 | PATRIMOINE SCOLAIRE | 2 210 754 | 2 752 958 | 3 709 224 | 12 711 499 | *10 407 253* | 12 196 092 | 3 839 492 | 3 007 800 | 559 547 | 40 987 367 |
| 652 | PATRIMOINE CULTUREL | 4 263 172 | 7 225 685 | 5 156 161 | 2 451 761 | *1 836 386* | 2 761 818 | 4 269 642 | 1 152 497 | 563 441 | 27 844 178 |
| 653 | PATRIMOINE SPORTIF | 934 922 | 1 840 039 | 1 692 732 | 1 841 936 | *1 142 078* | 3 767 057 | 5 989 577 | 2 706 544 | 2 523 750 | 21 296 557 |
| 654 | PATRIMOINE LOGISTIQUE | 1 147 611 | 1 048 267 | 4 991 803 | 5 673 810 | *4 796 690* | 833 604 | 105 831 | 94 000 | 90 176 | 13 985 103 |
| 655 | AUTRES PATRIMOINES | 2 595 291 | 1 134 205 | 444 713 | 1 108 703 | *911 188* | 47 000 | 0 | 0 | 0 | 5 329 912 |
| 656 | PATRIMOINE SOLIDARITES ET CITOYENNETE | 579 499 | 1 483 593 | 2 283 708 | 6 948 581 | *4 541 396* | 3 526 800 | 2 434 587 | 1 618 639 | 6 351 280 | 25 226 686 |
| 70 | ESPACE PUBLIC | 4 935 532 | 6 453 906 | 9 199 382 | 20 193 538 | *14 145 518* | 15 152 047 | 4 566 223 | 4 422 968 | 3 147 195 | 68 070 792 |
| 71 | SYSTEME D INFORMATION ET NUMERIQUE | 1 751 264 | 1 441 450 | 1 283 827 | 1 757 643 | *1 019 397* | 705 848 | 695 500 | 660 500 | 788 977 | 9 085 008 |
| 88 | INSTALLATIONS ENERGIES PHOTOVOLTAIQUES | 119 675 | 402 591 | 438 792 | 603 030 | *205 582* | 500 000 | 400 000 | 553 145 | 152 106 | 3 169 339 |
| **TOTAL Projet Stratégique** | | **28 249 195** | **40 091 980** | **47 004 626** | **75 922 308** | ***55 245 711*** | **54 579 637** | **34 801 993** | **21 280 915** | **18 995 109** | **320 925 764** |

Les crédits de paiement inscrits au budget primitif 2026 s'élèvent à 54,1 M€ sur le budget principal, avant intégration des crédits non consommés en 2025. Ils reflètent la poursuite ou l'achèvement des opérations du plan stratégique, avec des livraisons de chantiers majeurs :

- 30 M€ seront consacrés au patrimoine dont notamment :
  - Toiture Base Sous-Marine,
  - Travaux dans les écoles : réhabilitation des groupes scolaires Jean Jaurès, Jules Simon et Victor Hugo, dédoublement de classes…,
  - Travaux sur le patrimoine culturel (Grand Café, réserves muséales…),
  - Travaux sur le patrimoine culturel sportif (sols sportifs, pratique libre, base nautique du Bois Joalland…),
  - L'achèvement des travaux de la maison de quartier de la Bouletterie, site d'animation personnes âgées…,
  - Travaux de mise en sécurité et conformité (notamment Soucoupe), rénovation énergétique.

- Concernant l'aménagement de l'espace public, 15,2 M€ de crédits seront consacrés à l'aménagement de la voirie, l'entretien des chaussées, des trottoirs, ou de l'éclairage public, ainsi qu'à des opérations majeures telles que le front de mer, le parc paysager, les espaces du Petit Maroc, les boulevards Leferme, Zola et Liberté… ;

- Des crédits à hauteur de 1,9 M€ seront inscrits dans le cadre de l'aménagement du centre-ville, dont les travaux conservatoires des halles ;

- L'accompagnement au logement et les acquisitions foncières représenteront 2,3 M€ de crédits de paiement répartis sur une vingtaine d'opérations dont Sautron, Salengro, Boiséo, Jean de Neyman, …

- 0,7 M€ seront consacrés au programme de renouvellement urbain (PRIR) ;

- Enfin, 0,7 M€ de crédits de paiement seront consacrés aux systèmes d'information (école numérique, socle technique, services aux usagers…) et 3,2 M€ aux équipements des services.

Les autres dépenses d'investissement concernent essentiellement le remboursement du capital de la dette, pour un montant de 9,9 M€ et les avances remboursables au budget annexe production et vente d'énergie (0,4 M€).

| Chapitre | Libellé | Propositions BP 2026 |
|---|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT** | | **54 079 637,31** |
| **10** | **DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES** | **50 000,00** |
| 10226 | TAXE D'AMENAGEMENT | 50 000,00 |
| **16** | **EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES** | **10 090 000,00** |
| 1641 | EMPRUNTS EN EUROS | 9 940 000,00 |
| 165 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | 50 000,00 |
| 166 | REFINANCEMENT DE DETTES | 100 000,00 |
| **26** | **PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES** | **50 000,00** |
| **27** | **AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | **448 400,00** |
| **TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES** | | **10 588 400,00** |
| 001 | RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE | |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT** | | **64 718 037,31** |

### *b. Recettes d'investissement*

Les principales recettes d'investissement sont les suivantes :

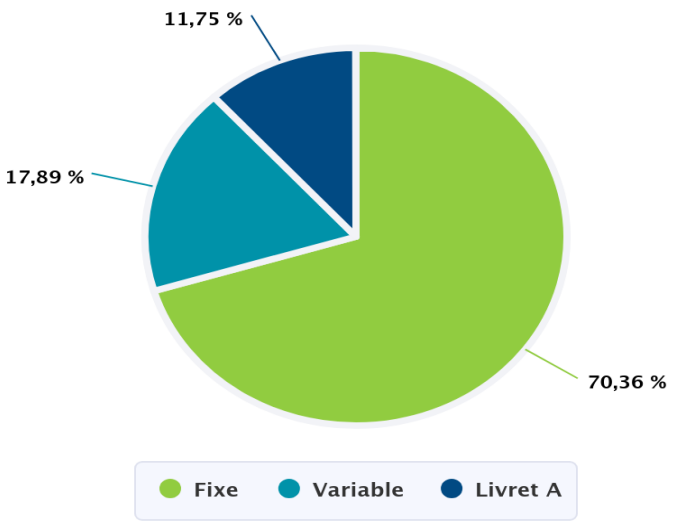
- Les subventions d'équipement s'élèvent à 7 M€, conformément au rythme de réalisation des travaux dont notamment le front de mer, les groupes scolaires Jules Simon et Hugo, le pôle Brossolette, le lieu d'accueil des femmes victimes de violence…;
- Le produit des amendes de police est estimé à 0,6 M€ ;
- La taxe d'aménagement représente 0,9 M€ ;
- Le FCTVA devrait s'élever à 6,8 M€, en lien avec les investissements réalisés en 2025 ;
- Les produits de cessions sont estimés à 1,7 M€ ;
- 1,7M€ sont inscrit au titre des remboursements d'avances dans le cadre des concessions d'aménagement.

L'emprunt d'équilibre inscrit à ce stade est de 33 M€.

| Chapitre | Libellé | Propositions BP 2026 |
|---|---|---|
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138) | 7 600 000,00 |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165) | 32 959 610,31 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | - |
| **TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT** | | **40 559 610,31** |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068) | 7 700 000,00 |
| 165 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | - |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | 50 000,00 |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 1 750 000,00 |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION | 1 700 000,00 |
| **TOTAL DES RECETTES FINANCIERES** | | **11 200 000,00** |
| **TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT** | | **51 759 610,31** |

### *c. L'endettement*

L'encours de dette s'accroît en raison des investissements importants réalisés en 2025 dans un contexte de réduction des niveaux d'épargne. Il s'établit à 112 M€ au 1er janvier 2026, soit 1500 € par habitant. Le taux moyen de l'ensemble de la dette est de 2,5%, la Ville ayant été relativement protégée de la hausse des taux du fait de la part importante de taux fixe dans son encours (70%).
La durée de vie moyenne de la dette est de 6 ans et 4 mois.




La capacité de désendettement est de 8,6 ans au stade du BP.

Enfin, selon la charte Gissler, qui précise le niveau d'exposition de la dette aux risques, 100% de la dette de Saint-Nazaire est classée 1A, c'est-à-dire le risque le plus faible.

*En synthèse, le budget primitif 2026 de la ville de Saint-Nazaire est conforme au panorama dressé lors du débat d'orientation budgétaire :*

- *Un impact fort des chocs externes subis par la Ville et principalement des mesures de redressement des comptes publics sur sa trajectoire financière, avec une dégradation de ses ratios en 2025 et 2026 ;*
- *Cette dégradation nécessite de limiter la progression des dépenses de fonctionnement et d'investissement, malgré la croissance de la population ;*
- *Un plan stratégique municipal actuellement en phase opérationnelle, avec de nombreux projets achevés ou en cours, ce qui implique un recours accru à l'emprunt.*

Au vu de cet exposé, je vous demande mes chers Collègues :

- D'adopter le budget primitif 2026 de la ville de Saint-Nazaire présenté :

  - Par chapitre-nature en section de fonctionnement,
  - Par Autorisations de Programme pour les dépenses d'équipement et par chapitre-nature pour les autres crédits d'investissement (opérations financières, dette et avances, chapitres 16, 26, 27) ;
    - D'approuver le versement d'une avance remboursable au budget annexe production et vente d'énergie, pour un montant maximum de 448 400 € ;
    - D'approuver le versement d'une subvention d'équilibre au CCAS à hauteur de 2 957 240€ ;
    - D'autoriser, conformément aux dispositions de la nomenclature M57, les virements d'un chapitre à un autre en section de fonctionnement, hors dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section.

## II - BUDGET ANNEXE PRODUCTION ET VENTE D'ENERGIE

Ce budget annexe s'inscrit dans la démarche de transition écologique de la Ville. Il a pour objectif d'équiper les toitures de certains équipements municipaux de panneaux photovoltaïques (groupes scolaires, Plateforme de Coulvé…).

En 2026, il s'équilibre à 617,5 K€ :

- Section de fonctionnement : 89 100 €
- Section d'investissement : 528 400 €

Je vous demande, mes chers Collègues, de bien vouloir approuver le budget primitif 2026 "production et vente d'énergie" voté par chapitre-nature en section de fonctionnement, et par autorisation de Programme en section d'investissement.

**David SAMZUN**
**Maire.**

**David SAMZUN**
**Maire Ville de Saint-Nazaire**
**22 déc. 2025**

**Le Conseil Municipal, dûment convoqué et après en avoir délibéré, émet le vote suivant :**

**SÉANCE DU CONSEIL - ADOPTÉ A LA MAJORITE**
**Votants : 48**
**Pour : 38**
**Contre : 10**
**Abstentions : 0**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes, sis 6 allée de l'Ile Gloriette, BP 24111, F-44041 Nantes Cedex, dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. Le Tribunal Administratif de Nantes peut aussi être saisi, dans ce même délai, par l'application telerecours citoyens accessible à partir du site* www.telerecours.fr.[2]